

SUISSE

article 1 de 7 sur la page 18

Libre circulation

Karin Keller-Sutter prend la main sur l'Europe

Keystone



Alliée à la gauche,

la ministre PLR impose son plan. Avant de parler d'Europe, il faut penser aux travailleurs suisses

Les conseillers fédéraux Karin Keller-Sutter et Alain Berset, ce mercredi à Berne.

KEYSTONE/ANTHONY ANEX

Lise Bailat Berne, collab. Florent Quiquerez

Le vent tourne au Conseil fédéral. La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter et la gauche ont gagné une manche politique dans le dossier européen. Aux côtés du conseiller fédéral Alain Berset (PS), la Saint-Galloise a dévoilé mercredi un paquet de nouvelles mesures pour aider les Suisses et les étrangers qui vivent dans le pays à trouver un emploi et à rester sur le marché du travail.

La configuration politique et l'agenda de cette présentation n'ont rien d'anodin. Le nouveau leitmotiv du Conseil fédéral résonne de la sorte: l'échéance la plus importante sur l'Europe, ce n'est pas l'accord-cadre, mais l'initiative de l'UDC qui demande de résilier l'accord sur la libre circulation des personnes. Le vote se tiendra probablement au printemps prochain. Pour éviter de revivre le psychodrame du 9 février 2014 sur «l'immigration de masse», il s'agit de donner des gages aux Suisses.

«La libre circulation des personnes est centrale pour l'économie et pour nos relations avec l'Union européenne (UE). Mais nous savons aussi qu'elle suscite certaines craintes auprès des travailleurs les plus vulnérables», souligne Alain Berset. Karin Keller-Sutter poursuit: «Il faut reconnaître que des citoyens peuvent se sentir écartés du marché du travail, en particulier des personnes âgées. Ce n'est pas une question de gauche ou de droite. On connaît tous des gens dans cette situation. Le Conseil fédéral a le devoir de les entendre et d'agir.»

Rente-pont aux plus de 60 ans

Ce n'est pas comme si les autorités fédérales n'avaient rien entrepris depuis 2014. Mais le Conseil fédéral se félicite d'avoir réuni les partenaires sociaux – le patronat et les syndicats – pour aller plus loin. Ainsi la mesure phare dévoilée mercredi concerne les chômeurs qui arrivent en fin de droit à plus de 60 ans. Le Conseil fédéral propose d'introduire une «prestation transitoire» pour leur permettre d'atteindre l'âge de la retraite sans passer par l'aide sociale. «Nous souhaitons combler une lacune dans le système de prestations sociales qui s'apparente à ce qui existe déjà dans le canton de Vaud», explique Alain Berset. En 2018, 2657 citoyens auraient pu bénéficier de cette rente plafonnée à 58 000 francs par an pour les personnes seules, 87 000 francs pour les couples. Coût de la mesure: 95 millions, pris sur le budget fédéral. Pour le reste, le gouvernement veut faire profiter les travailleurs, dès 40 ans, des conseils des services d'orientation professionnelle, améliorer la validation des formations et lancer un nouveau programme d'impulsion pour les demandeurs d'emploi en grande difficulté. Il veut aussi mieux intégrer les étrangers sur le marché du travail. Le coût de l'ensemble des mesures est estimé à 300 millions de francs.

Et l'accord-cadre?

Karin Keller-Sutter a rappelé à plusieurs reprises mercredi que pour parvenir à cette proposition, les partenaires sociaux avaient serré les rangs: «C'est important. Ils montrent qu'ils prennent leurs responsabilités et sont prêts à aller de l'avant ensemble. Ils se joignent au Conseil fédéral pour le maintien de la voie bilatérale.» Pourquoi marteler ce message? Parce que depuis que les syndicats ont claqué la porte des discussions sur l'accord-cadre, le partenariat social était au plus mal. La grande annonce de mercredi doit apaiser les tensions.

«Ces décisions remettent en selle la grande coalition pour l'Europe, estime le conseiller national Roger Nordmann (PS/VD). Ça ne résout toujours pas la question de l'accord-cadre, mais à l'inverse, si le Conseil fédéral ne fait rien et que l'initiative UDC est acceptée, alors l'accord-cadre est torpillé.» Le PDC applaudit, l'UDC parle de mesures superficielles. Mais le plus emprunté dans l'histoire semble bien être le PLR, écartelé entre l'«euroturbo» Ignazio Cassis et l'amie des syndicats, Karin Keller-Sutter. «Il fallait faire quelque chose pour les travailleurs âgés, mais j'aurais préféré que l'impulsion vienne des entreprises et pas de l'État», reconnaît Christa Markwalder (PLR/BE). Et la conseillère nationale prévient: «Le Conseil fédéral a fait un geste en faveur des syndicats, c'est désormais à eux de faire des propositions constructives dans le dossier européen.»